# Autrices : Inès Creti, Edith Chezel, Coralie Mounet, Dominique Baud, Pauline Dusseux, Univ. Grenoble Alpes, CNRS, Sciences Po Grenoble, Pacte, 38000 Grenoble, France

Titre : Territorialiser la question des loups par les pratiques agri-alimentaires   
 Une enquête sur les relations biodiversité et alimentation en Belledonne

Remerciements :

Ce travail s’inscrit dans le projet de recherche-action-création « RECIBIODAL », qui a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme « Investissements d'avenir » portant les références ANR-15-IDEX-02 (Idex UGA), ANR-10-LABX-50-01 (Labex ITTEM), ANR10 LABX56 (Labex OSUG@2020), de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et de la DRAC Auvergne Rhône Alpes

Résumé

Le retour des loups en France depuis 1992 met en évidence les injonctions contradictoires et les impensés théoriques et politiques, dans l’articulation entre biodiversité et alimentation, auxquelles font face les territoires de montagne. Les réponses étatiques et réglementaires n’ont jusqu’ici pas permis de dépasser les conflits que les loups suscitent dans le quotidien des habitants de la montagne. Comment passer d’une simple déclinaison à l’échelle territoriale de politiques nationales sectorielles à une réelle territorialisation de la conservation de la biodiversité, prenant en compte les expériences et besoins des habitants et des acteurs, et les enjeux spécifiques de ces territoires concernant l’alimentation ? En enquêtant sur la place de l’agro-pastoralisme dans l’évolution des territoires de montagne, et le croisement des enjeux de biodiversité et d’alimentation, notre hypothèse de territorialisation porte en elle la question de la mise en débat collective des devenirs de ces territoires. Nous rendons compte ici de travaux menés depuis 2019 dans le cadre d’un projet de recherche-action-création en Belledonne : RECIBIODAL, qui s’appuie d’une part, sur une enquête dans le temps long -comprendre les liens entre biodiversité et alimentation dans l’évolution du paysage depuis 1920 ; et d’autre part sur la mise en récit des pratiques agricoles et alimentaires actuelles -comprendre les relations entre habitants, humains et non-humains. Finalement, nous nous interrogeons sur la façon dont le *soin,* porté à ces liens et ces différentes relations, peut contribuer aux réflexions autour de la territorialisation de la gestion des loups et de l’alimentation.

Mots-clefs : biodiversité ; alimentation ; territorialisation ; loup ; paysage ;

Depuis leur retour en France, les loups suscitent des controverses et des conflits en lien avec leurs impacts sur les troupeaux domestiques. La persistance de ces conflits depuis 30 ans tient au croisement de différentes questions de nature éthologique, écologique, sociale, économique, politique, juridique, articulées à différentes échelles locales et globales (Dumez et al., 2017) que l’on trouve plus généralement dans les conflits humains/faune sauvage (Redpath et al. 2013). Parmi ces multiples questions, un des enjeux touche aux devenirs des territoires ruraux et montagnards concernés par les loups. Alors que ces territoires font l’objet de projections divergentes sur la manière dont la conservation de la biodiversité ou l’élevage agro-pastoral doivent être pris en compte, leur devenir n’est pas réellement posé comme un enjeu politique à débattre collectivement.

Or, les loups mettent en évidence les injonctions contradictoires et les impensés théoriques et politiques, dans l’articulation entre conservation des biodiversités remarquables, ordinaires et l’alimentation, auxquelles font face ces territoires. Investies d’un rôle de productions alimentaire, paysagère, et de préservation environnementale, les pratiques agro-pastorales se sont engagées dans des dynamiques d’écologisation reconnues par les politiques publiques. Par la relocalisation et le développement de circuits courts, ou la participation à la (re)territorialisation des systèmes agri-alimentaires, elles répondent à des enjeux croisés d’alimentation et de biodiversité ordinaire. Mais les effets de la présence des loups, relevant de la nature remarquable, sont venus impacter durablement ces trajectoires, et les publics concernés.

La gestion même des interactions loup-pastoralisme prolonge cet impensé, à plusieurs titres.

Tout d’abord, cette question a été problématisée par les politiques publiques de manière essentiellement technique, autour de la nécessité de protéger les loups et celles de protéger les troupeaux (Doré, 2011). Une telle formulation a orienté les débats publics de façon binaire, portant sur un « pour ou contre [la protection / les tirs] de loups » et un « pour ou contre le pastoralisme ». En particulier, les activités agro-pastorales sont devenues l’objet de prescriptions en matière de bonnes pratiques à adopter pour parvenir à « coexister avec le vivant » (Morizot, 2016)*.* La seule focalisation sur ces nécessaires changements de pratiques agricoles a par là-même évacué les réflexions politiques potentielles sur les devenirs des territoires et limité les acteurs impliqués dans cette question, aux seuls directement concernés par les loups.

Ensuite, la gestion des loups prolonge la vision d’un environnement conçu de manière détachée des spécificités territoriales et des enjeux sociaux, limitant les capacités des acteurs locaux à s’approprier cette problématique. D’une part, la diversité des situations des territoires (topographique, institutionnelle, humaine, animale, etc.), implique des « effets de lieux » (Mounet, 2007), des spécificités territoriales demandant une vision plurielle que peine à prendre en compte la gestion nationale liée au statut d’espèce protégée. Il n’y a pas une manière de vivre avec le vivant ou le loup mais plutôt une diversité de modalités de coexistence avec des loups, dans des paysages divers (Mounet, 2008). D’autre part, l’intrication étroite entre les enjeux environnementaux et sociétaux est peu considérée par des politiques sectorielles de conservation de la biodiversité remarquable, déconnectée des activités humaines. Pour autant, les paysages (entendus comme *taskscape* dans lesquels les êtres humains s’engagent et expérimentent par leurs pratiques ; Ingold, 1993), l’agropastoralisme, la biodiversité, et l’alimentation font partie d’un même système. Nous émettons l’hypothèse que les liens entre ces enjeux, doivent être pensés et discutés ensemble, du point de vue théorique et dans la pratique des habitants, humains et non humains.

Ces questionnements sont ici étudiés sur le territoire de la chaine de Belledonne, massif situé en Isère et Savoie, bordé par deux grandes métropoles, Grenoble et Chambéry et concerné par le retour des loups depuis 1996-1997. Nous rendons compte ici de travaux menés depuis 2019 dans le cadre d’un projet de recherche-action-création RECIBIODAL[[1]](#footnote-1). Né d’une collaboration entre des acteurs de Belledonne (Espace Belledonne -association de préfiguration d’un parc naturel régional-, Fédération des Alpages de l’Isère, Société d’économie alpestre de Savoie), et des chercheuses (Pacte et ISARA), ce projet formule l’hypothèse d’un besoin de territorialisation de la question des loups, construit pour et à partir de ce territoire. Autrement dit, comment passer d’une simple déclinaison à l’échelle territoriale d’une politique nationale sectorielle à une réelle territorialisation de la conservation de la biodiversité prenant en compte les expériences et besoins des habitants et des acteurs, « ce.ux » à quoi ils tiennent,  et les enjeux spécifiques de ces territoires concernant notamment l’alimentation et les paysages comme les dynamiques des loups ? Conçue de la sorte, cette territorialisation porte en elle la question de la mise en débat collective des devenirs des territoires.

Les devenirs de chaque territoire étant influencés par leurs trajectoires passées et présentes dans la manière de croiser ou non ces enjeux (Baud et Bonnemains, 2018), l’enquête dont nous rendons compte s’appuie sur les récits que formulent les acteurs sur la manière dont les enjeux alimentaires, de biodiversité, etc. ont été pris en compte et/ou croisés depuis un siècle sur ce territoire et dans leurs propres pratiques professionnelles. Nous faisons l’hypothèse que la compréhension des trajectoires de ce territoire et des pratiques dans le temps long permet d’identifier et de qualifier l’expression des liens passés et présents entre alimentation et biodiversité dans ces paysages montagnards. La confrontation de ces trajectoires vise à identifier les possibilités de réinvestir ces liens pour les penser au futur et y inscrire la gestion des loups. Et, *in fine*, alimenter les réflexions politiques entre biodiversité et alimentation autour du devenir de ce territoire.

Dans une première partie, nous reviendrons sur cet impensé théorique et politique entre alimentation et biodiversité, pointant notamment les contradictions dans l’écologisation des pratiques agri-alimentaires.

Dans un second temps, après avoir présenté la méthodologie et le terrain, nous présenterons la manière dont les récits de trajectoires de Belledonne en termes de pastoralisme, alimentation, environnement, font émerger une vision du territoire, avec pour centre l’agro-pastoralisme et le soin porté à une chaine d’entités vivantes qui lui sont reliées. Nous nous interrogerons sur la façon dont cette dimension du soin peut apporter aux réflexions autour de la territorialisation de la gestion des loups et de l’alimentation.

# Partie 1 : Les liens impensés entre alimentation et biodiversité en montagne, et en Belledonne

## 1.1 L’écologisation des pratiques agro-pastorales : l’attachement à une biodiversité ordinaire

En réaction à une période dite « déterritoriale » (Rieutort, 2009) basé sur un système agro-industriel et à l’origine de crises sanitaires et sentiment de risque alimentaire (Bergada & Urien, 2006), des modèles diversifiés de transition ont émergé ces dernières années : les pratiques agri-alimentaires se relocalisent et réinvestissent la proximité spatiale et/ou sociale (Guiraud *et al.,* 2014) ; la qualité alimentaire et territoriale est également privilégiée, avec des produits alimentaires retrouvant du sens par le territoire et le terroir (Brand, 2015) et permettant la différenciation et le développement économique du territoire (Loudiyi & Houdart, 2019). Pour autant, face aux changements globaux, la nécessité d’une écologisation des pratiques agri-alimentaires impulsant une transformation des modes de production et des modes de vie se fait ressentir. En effet, l’ancrage territorial des activités agri-alimentaires n’est pas systématiquement concordant et convergent avec leur écologisation (Ginelli et al., 2020), au sens d’une évolution des référentiels, avec l’intégration de la dimension environnementale.

Les pratiques de l’agro-pastoralisme sont reconnues depuis plusieurs décennies comme intégrant la dimension environnementale. Dans les régions de montagne pastorale, dès 1972, la loi reconnait le rôle de l’activité dans le maintien des paysages et des équilibres écologiques (protection contre les risques d’avalanches, d’incendies, d’éboulements de terrain), dépassant ainsi son seul attribut nourricier (Charbonnier, 2011). En 1992, la Politique Agricole Commune (PAC) attribue au système pastoral un rôle dans la conservation de l’environnement, par le biais d’aides et de mesures contractuelles (mesures agri-environnementales). La loi de Développement des Territoires Ruraux de 2005 relie enfin de manière explicite le terme de biodiversité et sa conservation au pastoralisme (article 181, DTR 2005-157). Au-delà de ces reconnaissances et injonctions institutionnelles, des formes d’écologisation par le bas voient le jour, avec la mise en réseau d’acteurs agricoles et de leurs expériences (Barthélémy *et al.,* 2020).

Pour autant, ces formes de prise en compte de la dimension environnementale restent centrées sur une partie seulement de la biodiversité. C’est en effet une nature ordinaire qui est favorisée (Banos *et al*., 2020) avec pour moteur un point de vue « agricolocentré » où la diversité des pelouses est appréciée, alors que les effets de la faune sauvage sont considérés comme plus ou moins nuisibles à leur profession (Larrère *et al.,* 2007). Ces systèmes agri-alimentaires éprouvent ainsi la partition entre une nature remarquable gérée par le monde de la protection de la nature et une nature ordinaire dont ils font partie des garants.

En outre, les liens entre écologisation des pratiques et production d’alimentation n’est pas forcément pensée. Certes, la valorisation de produits de qualité s’adosse sur la mise en valeur des ressources naturelles du territoire mais les certifications environnementales et alimentaires sont bien distinctes (MAEC vs label de qualité). A l’inverse, la conservation de la biodiversité n’est que peu rapprochée des enjeux alimentaires en Europe et les seuls éléments d’analyses scientifiques croisant alimentation et biodiversité concernent les populations dans les Suds (ref).

## 1.2 Les loups, une biodiversité remarquable « gênante » dans les trajectoires d’écologisation

Les liens avec la biodiversité remarquable gênante (Lévêque, 2008) comme les loups est encore plus impensée. Alors que dans l’élevage extensif, les éleveurs se (re)lient au paysage et à une certaine nature ordinaire qu’ils participent à préserver et à produire (Alarcon, 2020), les effets de la présence des loups questionnent ce lien en venant percuter ces formes d’écologisation.

Tout d’abord, en dehors des effets directs et indirects d’attaques (mort d’animaux, stress, avortement, etc.), la prédation et la mise en place de mesures de protection des troupeaux ont engendré des changements conséquents dans les pratiques professionnelles et leur référentiel « de bonnes pratiques ». Par exemple, une requalification de l’organisation de l’utilisation des espaces pastoraux est observable avec l’abandon de certains lieux trop risqués (comme ceux trop escarpés et pouvant conduire à des dérochements en cas d’attaque), conduisant parfois à l’enfrichement de zones réouvertes volontairement, ou encore le surpâturage et la dégradation des itinéraires vers les lieux de regroupement nocturne. Les modes de conduite des troupeaux devenus plus contraignants peuvent également participer à un état de santé des animaux moins satisfaisant. Enfin, la surcharge de travail liée aux démarches pour les indemnisations ou pour la mise en place des mesures de protection provoque chez certains le sentiment de travail de bonne conduite de troupeaux non ou mal fait et participe à une dégradation de la satisfaction professionnelle.

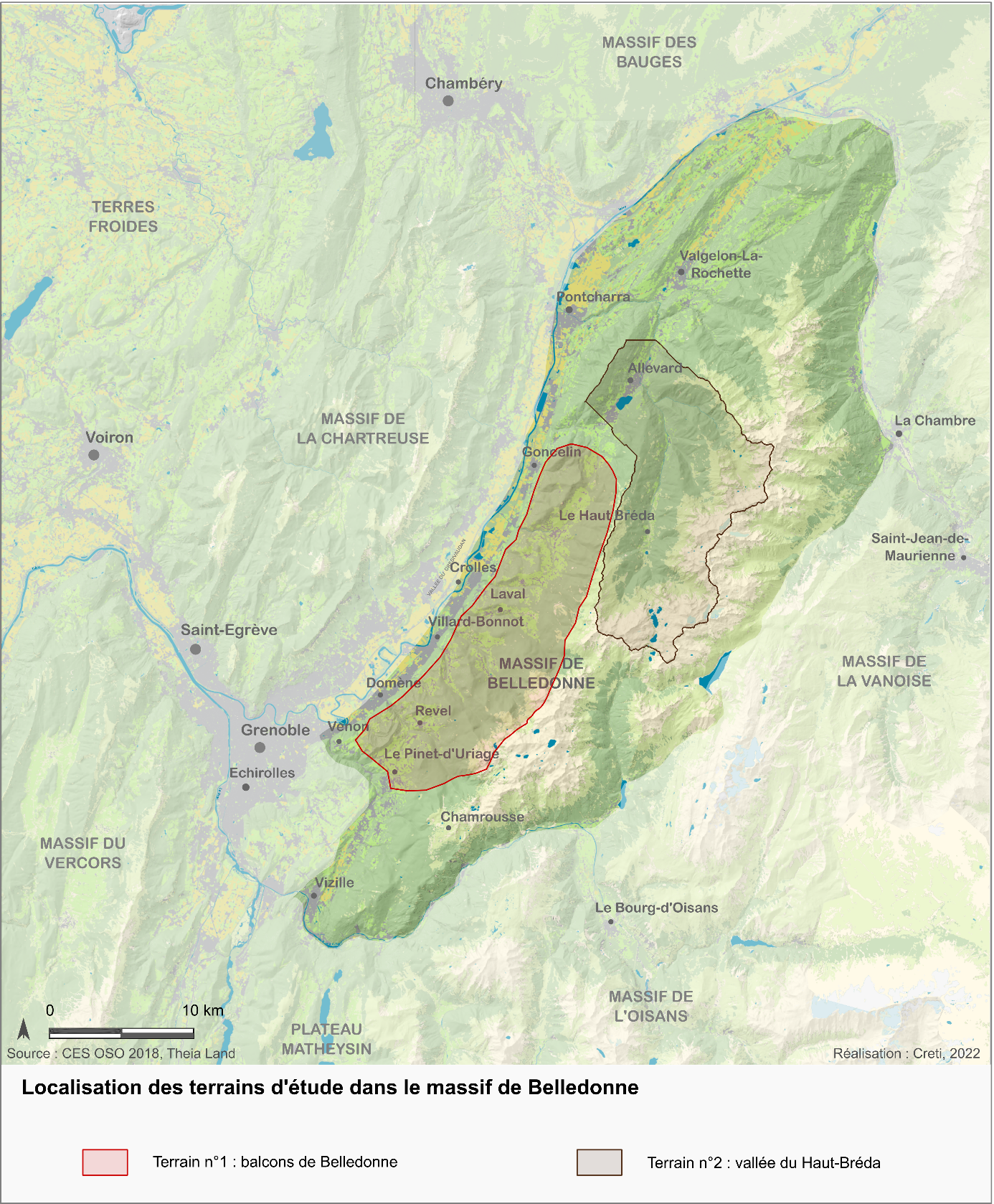
Ensuite, l’intégration des professionnels de l’élevage dans le tissu social est impactée, en particulier avec la présence de chiens de protection qui peut générer des conflits avec les usagers des espaces pastoraux comme avec le voisinage des fermes. Mais surtout, les débats autour de la coexistence avec les loups ont plus largement interrogé la place de l’élevage dans ces territoires, avec la remise en question de l’impact positif et de l’intérêt du pastoralisme d’un point de vue environnemental et alimentaire (Eychenne, 2018). Finalement, ces argumentaires ont interrogé l’intérêt social et environnemental (et la reconnaissance sociétale) de ces trajectoires d’écologisation (Vincent, 2011). Ces paroles retracent la perplexité dans lesquels se trouvent les pastoralistes :

« Est-ce qu’on décide de dire : il y a des territoires où l’on élimine le pastoralisme ? […] Est-ce qu’on préfère avoir des agneaux élevés en hors sol : sans lien avec le sol, avec la ressource fourragère qui est là, présente autour de nous ? C’est politique. Le débat, il est politique. Bien au-delà des passions et des émotions des uns et des autres : qu’est-ce que l’on veut pour nos territoires et pour notre alimentation ? » Extrait de « Les loups et nous », Mathieu Eisinger pour la Confédération Paysanne

# Partie 2 : Méthodologie et contexte du projet Recibiodal en Belledonne

## 2.1. Mise en récits des trajectoires territoriales

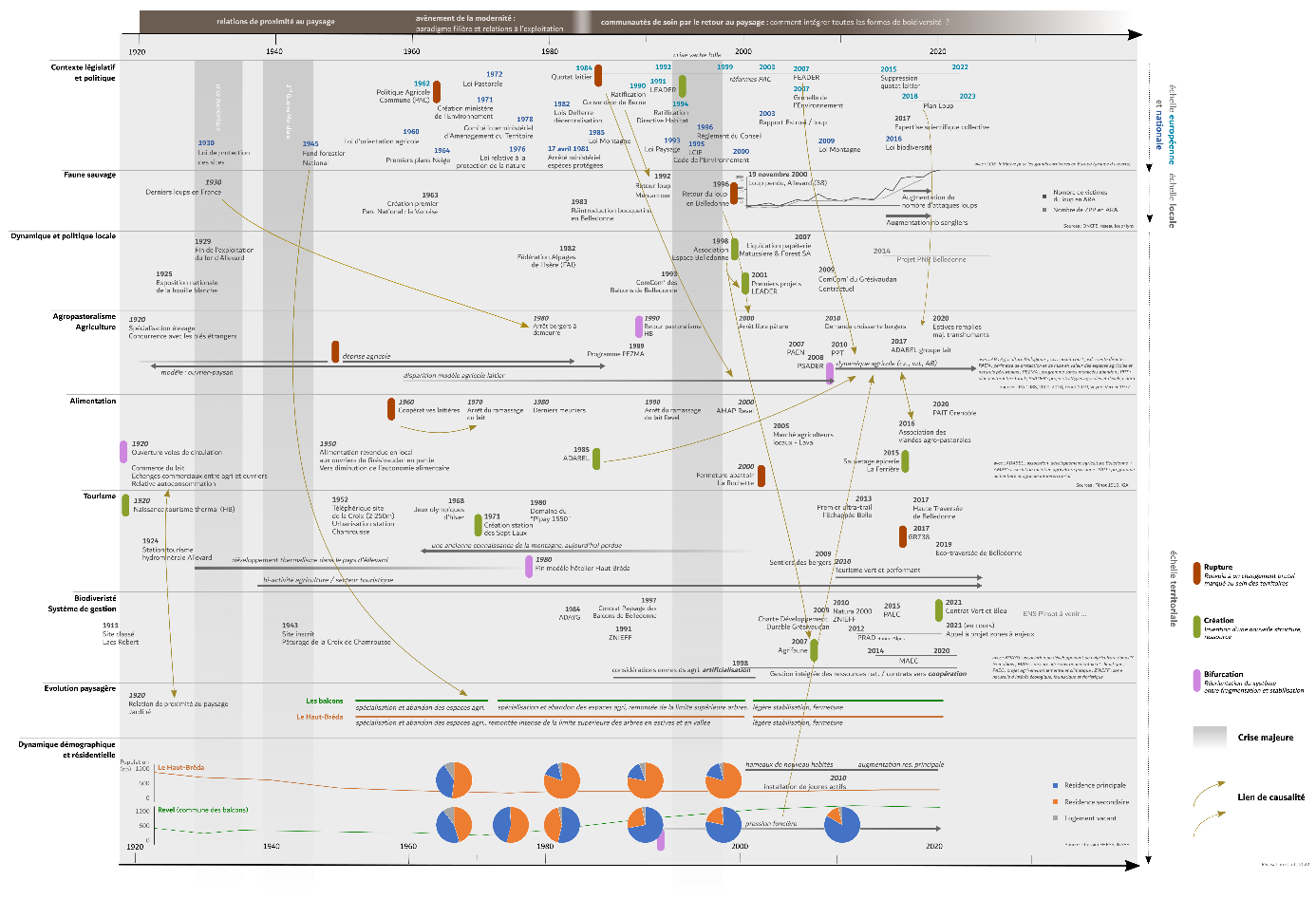
Pour saisir les trajectoires des enjeux alimentaires, de biodiversité, de pastoralisme, etc. au sein de Belledonne, une enquête a été menée d’avril à septembre 2021 dans deux terrains du massif de Belledonne (Créti, 2021) : les balcons de Belledonne, directement situés en aplomb de Grenoble et la vallée du Haut-Bréda, aboutissant sur les villes d’Allevard et Pontcharra (cf. carte).



Dix-sept entretiens semi-directifs (cf. tableau ci-dessous) ont été conduits in situ avec une représentation importante d’acteurs directement concernés par le pastoralisme (3 éleveurs, 2 éleveurs bergers et 2 bergers) et/ou engagés dans une dynamique territoriale autour de l’alimentation (circuits-courts, épicerie locale et établissement de restauration valorisant les produits du terroir : 3 restaurateurs, 3 maires et 4 habitants engagés dans des dynamiques de développement territorial). Le guide d’entretien a amené les enquêtés à croiser leur trajectoire professionnelle avec celle du territoire à propos des thématiques suivantes : l’agropastoralisme, l’alimentation, la biodiversité et le sauvage, le tourisme, les dynamiques résidentielles. Chacun des entretiens a été encadré par une frise chrono-systémique (cf. figure 1), dans l’objectif d’identifier et de synthétiser les processus de changement à l’œuvre sur le territoire (politiques nationales et locales, initiatives individuelles, réseaux, etc.). Au travers d’une ligne temporelle, déclinée par les entrées détaillées précédemment, la frise permet de pointer et de faire le récit des transformations mais surtout des interactions entre plusieurs composantes d’un système complexe (Bergeret et al., 2015).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | Personne enquêtée | Secteur étudié |
| Eleveur 1 | Eleveur bovin allaitant et lait AB | Balcons de Belledonne |
| Eleveur 2 | Eleveur berger ovin caprin laitier AB | Balcons de Belledonne |
| Eleveur 3 | Eleveur ovin allaitant | Balcons de Belledonne |
| Eleveur 4 | Eleveur bovin allaitant | Balcons de Belledonne |
| Eleveur 5 | Eleveur ovin allaitant | Vallée du Haut Bréda |
| Berger 1 | Bergère ovin allaitant | Vallée du Haut Bréda |
| Berger 2 | Bergère ovin allaitant | Vallée du Haut Bréda |
| Restaurateur 1 | Restaurateur | Vallée du Haut Bréda |
| Restaurateur 2 | Restaurateur et berger selon envies et besoins | Vallée du Haut Bréda |
| Habitant 1 | Débardeur | Balcons de Belledonne |
| Habitant 2 | Chasseur | Vallée du Haut Bréda |
| Habitant 3 | Chasseur, ancien élu | Vallée du Haut Bréda |
| Elu 1 | Elu Espace Belledonne | Balcons de Belledonne |
| Elu 2 | Maire | Vallée du Haut Bréda |
| Elu 3 | Elu naturaliste | Isère |
| Elu 4 | Elu ingénieur pastoraliste | Isère |

Tableau récapitulatif des personnes interrogées



## 2.2. Loups et pratiques agri-alimentaires en Belledonne

Selon l’Association de Développement de l’Agriculture de Belledonne (ADABEL)[[2]](#footnote-2), l’agriculture de Belledonne, côté isérois, est soumise à de fortes contraintes liées à sa situation en montagne mais également péri-urbaine : une pente forte, des parcellaires morcelés, une saison végétative courte (avec 6 à 8 mois en bâtiment) qui compliquent les pratiques agricoles mais également une pression foncière et un partage de l’espace complexe, due à la proximité des agglomérations de Grenoble et Chambéry. Cette proximité urbaine lui permet en revanche de bénéficier d’un bassin de consommation important, entre les habitants et le tourisme. 85% des exploitations sont orientées sur l’élevage avec des bovins allaitants principalement, puis bovin lait, ovin et caprin. La double activité qui se pratique dans 38% des exploitations a fait évoluer le modèle initialement dominant d’élevage bovin laitier en bovin allaitant, plus compatible avec un double emploi. Enfin, d’un point de vue de la valorisation des produits, aucun label de qualité n’a été créé, contrairement aux massifs environnants classés en PNR. Un tiers des exploitations sont en filières longues ; 1/3 en filières courtes ; 1/3 sans stratégie de commercialisation particulière.

La prédation lupine en Belledonne concerne essentiellement l’élevage ovin, touché depuis 1997-1998. Aujourd’hui, 3 à 4 meutes se sont installées sur le massif. L’historique de la prise en charge de cette prédation est particulièrement conflictuel, avec un éleveur transhumant de la Crau, dont le plein engagement dans une forme de combat pour protéger son troupeau a été fortement médiatisé (Mounet, 2007). C’est également à Allevard qu’un loup braconné fut exposé sur la place publique en 2000. Contrairement au massif du Vercors, où le parc naturel régional a joué le rôle de médiateur (Mounet, 2007) et continue aujourd’hui à jouer un rôle fort dans l’invention d’une territorialisation de la gestion des effets des loups (« plan d’actions Vercors : loup et territoire »), les éleveurs de Belledonne n’ont pu bénéficier de cet intermédiaire clef. C’est en ce sens qu’Espace Belledonne se saisit aujourd’hui de cette question.

# Partie 3. Les trajectoires agri-alimentaires et de biodiversité dans le massif de Belledonne : des relations vécues et expérimentées par les habitants

## 3.1 Trois périodes dans la relation élevage alimentation paysage biodiversité

Les récits des trajectoires de Belledonne font émerger trois périodes dans le croisement élevage - alimentation – paysage – biodiversité, qui recoupe les périodisations démontrées par Rieutort (2009).

### Période territoriale : proximité spatiale et relationnelle

La diffusion et l’amélioration des voies de communication dès les années 1920 dans le massif de Belledonne ouvrent au commerce des vallées hautement agricoles, historiquement isolées, et intensifient les échanges de proximité. Les territoires de Belledonne se spécialisent vers une production plus rentable, l’élevage bovin (Ténot, 1919) et les éleveurs vendent leur lait notamment aux ouvriers de la vallée du Grésivaudan et de la ville de Grenoble (Veyret-Verner, 1937). La production de lait, sa transformation en fromage et sa commercialisation s’appuient sur la mise en réseau de différents corps de métiers (agriculteurs, éleveurs, laitiers, bouchers, commerçants) dans le territoire. Dans ce « système agro-artisanal » (Rieutort, 2009), les liens entre producteurs-consommateurs-paysage sont très forts, ancrés dans le territoire, et caractérisés par une forte solidarité. Ainsi, lors de périodes difficiles économiquement pour les éleveurs, certains laitiers les rémunèrent en produits transformés pour qu’ils puissent se nourrir (éleveur 1). Une attention au paysage est également très présente, avec son modelage par l’aménagement en terrasses pour les cultures de blé ou encore l’entretien des terres cultivées (taille des arbres en bordure de champs et entretien des lisières), traduisant une entreprise de domestication de la montagne (Mauz, 2006).

La grande faune sauvage quant à elle diminue continuellement depuis le XIXème siècle (Poinsot, 2008), avec la contraction de leur habitat. Avec leur destruction systématique et les conditions environnementales devenues défavorables, les loups disparaissent des paysages français à la fin des années 30, pour une cinquantaine d’années.

### Période dé-territoriale : changement d’échelle et de paradigme, avènement de la modernité

Mais ce système alimentaire territorial est remis en question suite aux mutations profondes d’après-guerre. La population agricole ne cesse de diminuer durablement depuis le XXème siècle au profit de la population ouvrière des industries de la vallée du Grésivaudan (papeteries, électrométallurgie, etc.) (Veyret-Verner, 1937). L’Etat français engage dans les années 1960 un mouvement d’ouverture et de productivité (Fouilleux, 2008) : les mutations sont d’ordre techniques (mécanisation, motorisation et progrès agronomiques), politiques (les lois d’orientation agricole à l’échelle nationale et la Politique Agricole Commune à l’échelle européenne) et économiques (économie de marché).

Dans le massif, une grande partie des exploitations agricoles disparaissent ; celles qui subsistent devant être « rentables et productives », nous témoigne une éleveuse. Les métiers intermédiaires comme les laitiers disparaissent progressivement au profit de structure valorisant des produits standardisés. Le coût de revient du lait, l’absence d’identification géographique, les nouvelles exigences sanitaires et commerciales induites par les coopératives laitières puis les quotas laitiers des années 80 participent en quelques années à la disparition totale du modèle laitier en Belledonne.

*Dans les années 60, les coopératives laitières sont arrivées. Elles sont arrivées en disant aux agriculteur*s : *« produisez plus, de toute façon nous, on vous le prendra [le lait] et vous gagnerez plus. On va vous l’acheter un peu plus cher que ce que vous l’achète la laiterie ». […] Donc du coup, qu’est-ce qu’ils ont fait les agriculteurs ? Ils ont vendu à la coopérative et doucement mon père [laitier] a eu moins de lait. Sauf que quand ils [les coopératives] se sont rendus compte de la qualité du lait par moment, ils ont dit à certains : « nous, du lait comme ça on en veut plus. ». Ça a été le début de la fin du lait dans Belledonne (éleveur 1)*

Dans ces systèmes agro-industriels, les relations qui comptent ne sont plus celles aux paysages mais celles imposées et sectorisées à l’échelle internationale ; ce qui compte désormais est de produire en quantité pour « nourrir » le monde. Mais cela n’exclut pas une attention portée à la biodiversité sur les fermes même si celle-ci est contrôlée : les agriculteurs guérissent, protègent (face aux maladies entre autres) et renforcent leurs élevages ou leurs cultures dans des objectifs de production (Alarcon, 2020).

Cette période est également celle d’une compartimentation de la nature, entre une nature domestiquée et aménagée et une nature mise sous cloche dans les espaces protégés comme les parcs nationaux.

### Période reterritoriale : le paysage comme alternative pour prendre soin des humains et des vivants non-humains

A partir des années 80, quelques éleveurs précurseurs s’ancrent dans des trajectoires alternatives à la dominante dé-territoriale. Ils réinvestissent le territoire, avec la fabrication de produits géographiquement situés type terroir (viande d’agneaux d’alpage, fromage de brebis d’alpage, races locales) et identifiables par leur qualité gustative, sanitaire et environnementale. Renforcé par l’arrivée d’autres agriculteurs, en réponse à des demandes sociétales de qualité, et le soutien très récent des collectivités territoriales et institutions, ce modèle alternatif se prolonge aujourd’hui et coexiste avec un modèle plus centré sur une filière longue.

A travers le récit de leur trajectoire dans le territoire, les éleveurs et bergers interrogés font preuve d’une attention à différentes échelles, donnant une cohérence à leur système d’élevage par son ancrage dans le territoire et ses préoccupations environnementales.

Les éleveurs et bergers sont d’abord attentifs aux besoins de leurs bêtes et ont conscience de la réciprocité relationnelle qu’ils entretiennent avec leur troupeau : « si tu es calme, tout le monde est calme [les brebis et les chiens] et tout va bien » (bergères 1 et 2).

L’attention portée aux animaux et au troupeau s’inscrit ensuite dans une conception systémique, respectueuse de l’environnement, à l’échelle de l’exploitation, du paysage et plus largement du territoire. Cela se traduit par exemple, par le « respect des sols », d’une « flore variée » permis par l’absence d’intrants chimiques notamment, ou encore dans les produits de soin aux animaux. « Cette année, on a abordé justement la médecine un peu alternative avec les soins par les plantes […], c’était intéressant » (bergères 1 et 2). Alarcon (2020) y voit des « formes de coopération » entre les agriculteurs et les plantes cultivées où de plus en plus d’espèces sont tolérées voire utiles à l’exploitation. Ou encore dans le fourrage donné aux animaux, avec certain.es qui tentent de gagner en autonomie en produisant le nécessaire sur leur exploitation, limitant leur dépendance aux machines gourmandes en investissements notamment (éleveurs 1 et 2).

L’attention est également portée à la valorisation de la qualité des produits commercialisés et aux valeurs circulant dans les relations aux consommateurs. La production est vendue en grande partie directement au consommateur (à la ferme, sur les marchés, *via* des livraisons), grâce à une population locale et rurbaine qui s’étend depuis les métropoles de Grenoble et Chambéry (Vianey, 2006 ; Rousselot-Pailley, 2012). Des nouvelles formes de sociabilité s’expriment entre consommateurs et producteurs dans ces réseaux alimentaires de proximité (AMAP, vente-directe, marchés de producteurs) où sont partagés et discutés les processus de production et de valorisation des produits ainsi que les attachements (J’aime bien parler, la rencontre avec les clients, leur expliquer ce que l’on fait, éleveur 3). Avec les uns, « l’envie de produire quelque chose de naturel et de nourrir » (éleveur 1) et les autres, qui « recherchent cette nourriture-là [...] et qui font travailler quelqu’un localement » (éleveur 4).

Dans le Haut Bréda, tout particulièrement, l’ensemble de ces attentions relève d’une préoccupation collective, qui dépasse la simple relation producteur-consommateur et renoue avec une dimension réellement territoriale. Souhaitant exister autrement que comme « poumon vert » des agglomérations alentours, la municipalité œuvre pour se « faire reconnaître comme territoire de vie » (élu 2). Un réseau d’acteurs (restaurant, épicerie, refuge de montagne, cantine scolaire en cours) est constitué autour de la valorisation des produits d’élevage, leur consommation locale et au-delà, le partage d’une façon d’habiter ce territoire dans ce à quoi l’on tient (Hache 2011). Cet extrait d’entretien résume bien le lien évident que les habitants font dans leur pratique d’habiter : « Je pense que quand on vient s'installer ici, on est nécessairement sensible à l'environnement, à l'alimentation [locale] » (élu 2).

Ainsi, de la même manière qu’une coopération s’opère avec certains non-humains (de l’échelle de l’exploitation au paysage), une autre est lisible à l’échelle de ces réseaux où différents modes d’attention se rencontrent. On retrouve des échanges, des interconnaissances voire même des solidarités entre ces professions dans des rapports horizontaux.

## 3.2 Des relations d’attention à différentes échelles

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de ces récits des trajectoires de pratiques agri-alimentaires au sein de Belledonne (cf. frise chronosystémique).

Tout d’abord, les personnes interrogées, acteurs du pastoralisme et de l’alimentation, relient alimentation – nature (voire biodiversité) – paysage – territoire, par leurs pratiques et leurs manières d’habiter et font émerger dans leurs récits une vision du territoire, avec pour centre l’agro-pastoralisme. Ce lien peut se qualifier par l’importance du *soin* porté à différentes échelles, depuis l’échelle de l’exploitation à celle de réseaux multi-acteurs territoriaux, avec des attentions variées envers les humains et les vivants non-humains (relation de confiance, phénomènes de co-production et de coopération). Les éthiques du *care* identifient cette attention comme éminemment relationnelle (entre celui qui donne et celui qui reçoit) où les concepts de vulnérabilité et d’interdépendance sont mobilisés (Tronto, 1993). Ce *soin[[3]](#footnote-3)* s’exprime dans des pratiques concrètes en réponse à des situations de vulnérabilité (Mollinier *et al.,* 2009). Il est une prise de conscience de ce qui compte pour nous, ce dont nous nous soucions et ce dont nous dépendons (Laugier, 2011). Ainsi, l’agropastoralisme rend visible des collectifs voire des communautés humaines et non humaines qui se forment autour de ces soins et que l’on pourrait définir comme des « communautés de voisinage » (Dewey, 2010), ou même des « communautés de soin » (Tronto, 1993) se rapprochant de la notion de paysage entendu au sens d’Ingold (1993).

Ensuite, les récits placent la présence des loups et leurs effets de manière déconnectée de ces communautés de soin, ou plutôt de manière perpendiculaire à ces communautés.

Les récits et pratiques des acteurs de l’élevage révèlent des vulnérabilités techniques[[4]](#footnote-4) engendrées par les loups et une variabilité des situations au sein même du massif de Belledonne. Ces acteurs expérimentent de manière plus ou moins aisée des façons de protéger leur troupeau en fonction de leur troupeau, de la configuration topographique et de la fréquentation des lieux pâturés. Certains, moins touchés par la prédation, parviennent à trouver des équilibres particuliers, toujours précaires, quand d’autres s’épuisent à la tâche. L’énergie passée à ces pratiques de protection les éloigne des valeurs de soin au troupeau qui leur importe. Un éleveur rapporte ainsi : « on ne s'est jamais aussi peu occupé de nos bêtes depuis qu'il y a le loup » (éleveur 5).

Mais les récits font également entrevoir une forme de vulnérabilité sociale, avec une fracture grandissante entre usagers des espaces pastoraux (avec les conflits d’usage autour de la présence de chiens de protection par exemple) et les débats sociétaux remettant en question la pertinence du pastoralisme. Les éleveurs se trouvent en effet devant des contradictions difficiles à vivre : « ceux qui râlent après les patous sont ceux qui prônent aussi l'alimentation, les circuits courts, etc. » (éleveur 5). L’adversité envers le monde de l’élevage à propos du loup, de ceux là-même qui soutiennent et adhèrent au projet de territoire agri-alimentaire, trouble les trajectoires et communautés de soin et interroge l’intégration de l’agropastoralisme dans les paysages[[5]](#footnote-5), le privant de la dimension relationnelle.

La difficulté à mobiliser les communautés de voisinage (Dewey, 2010) pour faire face aux vulnérabilités liées aux loups de manière collective en est une bonne illustration. Alors même qu’un éleveur interrogé a reçu de l’aide d’une quarantaine de personnes de la commune et de son AMAP pour participer à la construction de sa bergerie, il n’envisage à aucun moment de l’enquête de les mobiliser autour de la question des loups. La contractualisation avec l’Etat pour la mise en place de mesures de protection semble avoir instauré une forme de responsabilité individuelle dans ce problème, avec des relations directes Etat/éleveur. Cet état de fait, et la forme de tabou que représente la question du loup induit un manque de mobilisation collective locale, en dehors des postures syndicales. Les rares leviers d’aide « locale » sur lesquelles s’appuient les éleveurs et bergers interrogés, restent dans des cercles très fermés de personnes directement concernées par le problème (un groupe facebook de bergers, un cercle amical de berger et éleveur travaillant sur la même estive ou encore le cercle familial permettant d’être accompagné au quotidien), laissant entièrement ouverte la question du partage des responsabilités et des formes possibles de solidarité à inventer face à ces enjeux..

Notre enquête suggère que la territorialisation de la gestion des effets des loups en Belledonne demanderait de (re)considérer cette question à travers les notions de soin et de collectif. Une des premières questions qui émerge alors est la suivante : comment aujourd’hui prendre soin en retour de ces éleveurs et de ces bergers, qui se trouvent sur le front des expérimentations de la coexistence avec les loups ?

Cette notion de « prendre soin collectivement » permet d’envisager une redistribution des responsabilités de chacun dans ces paysages : c’est-à-dire comment pouvons-nous répondre à ces enjeux et à celles et ceux qui les portent ? Que l’on se redise collectivement ce à quoi nous tenons et ainsi quels compromis nous définissons et quelles nouvelles pratiques nous pouvons mettre en œuvre pour cela. Alors que la gestion des effets des loups se limite pour le moment à des collectifs d’acteurs directement concernés qui se mobilisent en réaction à des situations urgentes de prédation (comme MapLoup, cartographie participative des constats d’attaques en temps réel), il s’agit ici d’élargir cette communauté de soin pour intégrer l’ensemble des habitants de Belledonne et des villes alentours dans ces formes de responsabilité.

# Conclusion

Si les liens entre alimentation et biodiversité restent des impensés sur le plan théorique, les acteurs du massif de Belledonne interrogés les relient dans leurs pratiques quotidiennes. Dans une perspective du temps long par la trajectoire, ce sont différentes relations à la nature (Alarcon, 2020) qui s’exercent par les pratiques agri-alimentaires des éleveurs. Alors qu’il était rejeté dans une période orientée par la modernité, le paysage (Ingold, 1993) redevient central dans les années 1980 pour certains. Cette réorientation s’expérimente dans leurs pratiques dans un souci de bien-nourrir et de bien-traitance des humains et du vivant non-humain, et une nouvelle trajectoire alimentaire s’affirme (des initiatives individuelles et collectives à la gouvernance des pouvoirs publics). Alors que ces systèmes sont vécus comme plus résilients, ils sont aujourd’hui bousculés par les effets des loups. Ce sont des communautés (éleveurs/bêtes ; éleveurs/tourisme ; éleveurs/consommateur, *etc.*), où s’exercent des soins particuliers, qui sont remises en question mais par lesquelles se joue la question de la gestion des loups et donc de la biodiversité. En passant par le *care*, par le soin portés à toutes les formes de relation qui existent dans le paysage, il s’agit de se dire collectivement ce à quoi nous tenons, pour nos paysages dans nos territoires montagnards, et de se distribuer les responsabilités de chacun, en tenant compte de la complexité des liens qui nous attachent aux enjeux croisés de l’alimentation et des biodiversités.

# Bibliographie

Alarcon M., 2020.- *Prendre soin des plantes et des sols : caractéristiques et transformation des pra- tiques de care en milieu agricole*. Thèse de Géographie. Museum national d’histoire naturelle - MNHN PARIS.

Banos V., Gassiat A., Girard S., Hautdidier B., Houdart M., Le Floch S. et Vernier F., 2020.- « L’écologisation, mise à l’épreuve ou nouveau registre de légitimation de l’ordre territorial ? », in *Développement durable et territoires*, Vol. 11, n°1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16481>

Barthélémy C., Allouche A., Armani G., Bonnet G., Gramaglia C. et Nicolas L., 2020.- « Écologisation des pratiques agricoles et ancrages familiaux au territoire. Une comparaison de l’utilisation des produits phytosanitaires entre Camargue et Beaujolais », in *Développement durable et territoires*, Vol. 11, n°1 | Avril 2020, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/16822>

Baud **D. et** Bonnemains A., 2018.- « Trajectoires de vulnérabilité des territoires de montagne face aux changements globaux », in Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine [En ligne], 106-3 | 2018, mis en ligne le 09 janvier 2019, URL : <http://journals.openedition.org/rga/5069>

Bergada M., Urien B., 2006.- « Le risque alimentaire perçu comme risque vital de consommation. Émergences, adaptation et gestion », in *Revue française de gestion*, 2006/3 (no 162), p. 127-144. <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2006-3-page-127.htm>

Bergeret A., George-Marcelpoil E., Delannoy J.J, Piazza-Morel D., 2015.- « L’outil-frise : une expérimentation interdisciplinaire : Comment représenter des processus de changements en territoires de montagne ? », in *Les Carnets du Labex ITEM*.

Brand C., 2015.- *Alimentation et métropolisation : repenser le territoire à l’aune d’une problématique vitale oubliée des territoires*. Thèse de géographie, Université de Grenoble.

Charbonnier Q., 2011.- *Rendez-vous avec la modernité. Comment retrouver et poursuivre la parole de la loi pastorale de 1972*. Mémoire de master Sciences des Sociétés et de leur Environnement mention Etudes Rurales, Université Lumière - Lyon 2.

Creti I., 2021.- *Trajectoires paysagères et territoriales en Belledonne. Une réactualisation de la question des loups*. Mémoire de master de Géographie : Espace et milieux, Université de Paris.

Dewey J., 2010.- *Le public et ses problèmes* (1927). Traduit par Joëlle Zask. Gallimard. Paris, France

Doré A., 2011 – *Des loups dans la cité : éléments d'écologie pragmatiste*, Thèse de sociologie, Paris

Dumez R., Arpin I., Lescureux N., Manceron V., Morizot B., Mounet C., 2017.- *Expertise scientifique collective sur les aspects sociologiques, culturels et ethnologiques de la présence du loup en France*. MNHN.

Eychenne C., 2018.- « Le pastoralisme entre mythes et réalités : une nécessaire objectivation - l’exemple des Pyrénées », in *Géocarrefour*, 92/3

Fouilleux Ève,2008.- « Chapitre 4 : Les politiques agricoles et alimentaires », in : éd., *Politiques publiques 1. La France dans la gouvernance européenne.* Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », p. 113-146.

Ginelli L., Candau J., Girard S.**,** Houdart M.**,** Deldrève V. **et** Noûs C., 2020.- « [Écologisation des pratiques et territorialisation des activités : une introduction](https://journals.openedition.org/developpementdurable/17272) », in *Développement durable et territoires*, Vol. 11, n°1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/17272>

Guiraud N., Laperrière V., Rouchier J., 2014.- « Une géographie des circuits courts en région Provence-Alpes-Côte d’Azur. État des lieux et potentialités de développement », in L’Espace géographique, tome 43, n° 4, p. 356-373, <https://doi.org/10.3917/eg.434.0356>.

Hache, E., 2011.- *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*. Paris. Editions : La Découverte.

Ingold T., 1993.- “The art of translation in a continuous world”, in: Pàlsson G. (Ed.), *Beyond Bound-aries*. Oxford, pp. 210–30.

Laugier, S., 2011.- « Care et perception. L’éthique comme attention au particulier », in: Paperman P., Laugier S. (Eds.), *Le Souci Desnautres. Ethique et Politique Du Care*. Paris, pp. 359–393.

Larrère R., Fleury P. et Payant L., 2007.- « La « nature » des éleveurs : sur les représentations de la biodiversité dans les Alpes du Nord », in *Ruralia*, 21 | 2007, <https://journals.openedition.org/ruralia/1846?gathStatIcon=true&lang=fr>

Larrère, C., 2012.- « Care et environnement : la montagne ou le jardin ? », in: Laugier, S. (Ed.), *Tous Vulnérables ? Le Care, Les Animaux et l’environnement*. Paris.

Lévêque C., 2008. – *La biodiversité au quotidien : le développement durable à l’épreuve des faits*, Versailles, Paris, Quae.

Loudiyi S. et Houdart M., 2019.- « L’alimentation comme levier de développement territorial ? Réflexions tirées de l’analyse processuelle de deux démarches territoriales », in *Économie rurale*, 367 | 2019, 29-44, <https://journals.openedition.org/economierurale/6463>

Mauz I., 2006.- « Introductions, réintroductions : des convergences, par-delà les différences »,

[*Natures Sciences Sociétés*](https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes.htm), [2006/Supp.1](https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2006-Supp.1.htm), pp. 3 à 10

Mollinier, P., Laugier, S., Paperman, P., 2009.- *Qu’est-ce que le care ? : Souci des autres, sensibilité, responsabilité,* Payot, Paris.

Morizot B., 2016.- *Les Diplomates. Cohabiter avec les loups sur une autre carte du vivant*, Wildproject

Mounet C., 2007.- *Les territoires de l’imprévisible. Conflits, controverses et ”vivre ensemble” autour de la gestion de la faune sauvage. Le cas du loup et du sanglier dans les Alpes françaises.* Thèse de géographie. Université Grenoble I – Joseph Fourier, Institut de Géographie Alpine.

Mounet C., 2008.- « Vivre avec des animaux ”à problème”. Le cas du loup et du sanglier dans les Alpes françaises ». *Revue de Géographie Alpine / Journal of Alpine Research*, 96 (3), pp.55 – 64.

Petterson H.L., Quinn C. H., Holmes G., Sait S.M. and Lopez-Bao J.V., 2021.- « Welcoming Wolves ? Governing the return of large carnivores in traditional pastoral landscapes », *Frontiers in Conservation Science*, vol. 2, doi : 10.3389/fcosc.2021.710218

Poinsot Y., 2008.- « Les enjeux géographiques d'une gestion durable de la faune sauvage en France », in *Annales de géographie*, 2008/5 (n° 663), p. 26-47.

Redpath S., Young J., Evely A., Adams W. M., Sutherland W. J., and Whitehouse A., et al. (2013). Understanding and managing conservation conflicts. *Trends Ecol. Evol*. 28, 100–109. doi: 10.1016/j.tree.2012.08.021

Rieutort L., 2009.- « Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture », in *L'Information géographique*, 2009/1 (Vol. 73), p. 30-48. https://www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2009-1-page-30.htm DOI : 10.3917/lig.731.0030.

Rousselot-Pailley A., 2012.- « Évolution du système alimentaire haut-alpin », in *Revue d’ethnoécologie*, 2, http://journals.openedition.org/ethnoecologie/1009

Ténot S., 1919.- « Le massif de Belledonne. Etude de géographie humaine »., *Revue de Géographie Alpine*. Vol. 7, n°4, pp. 601-689.

Tronto J⸱C., 1993.- *Moral Boundaries: A Political Argument for an Ethic of Care*. Psychology Press.

Tronto J., 2012.- *Le risque ou le care? Care studies*. Presses Universitaires de France. Paris, France.

Veyret-Verner G., 1937.- « L’agriculture du Grésivaudan », in *Revue de Géographie Alpine*. 1937. Vol. 25, n°2. Pp. 273-346.

Vianey G., 2006.- « Diachronie des représentations de l’activité agricole dans les procédures d’aménagement communales (Alpes françaises du Nord) », in *Revue de Géographie Alpine*. pp. 65-75. 94-3.

Vincent M., 2011.- *Les alpages à l’épreuve des loups. Pratiques de bergers entre agri-environnement et prédateur protégé*. Paris. Editions : Quae.

Von Essen E. and Allen M. P., 2018.- Taking prejudice seriously: burkean reflections on the rural past and present. *Soc. Rural.* 58, 543–561. doi: 10.1111/soru.12183

1. https://www.pacte-grenoble.fr/programmes/recibiodal [↑](#footnote-ref-1)
2. https://www.adabel.fr/ [↑](#footnote-ref-2)
3. Si le *care* repose généralement sur la « coordination » de quatre différentes « phases » : se soucier de (« caring about »), prendre en charge (« taking care of »), prendre soin (« care-giving ») et recevoir le soin (« care receiving »), auxquelles Joan Tronto a ajouté une cinquième : « caring with » qui « requiert que les besoins associés au *care* et la façon dont ils sont pourvus soient compatibles avec les engagements démocratiques de justice, d’égalité et de liberté pour tous. » (Larrère 2012, Petit 2014, Tronto 2012), nous les regroupons toutes ici sous le terme de « pratiques de soin ». [↑](#footnote-ref-3)
4. et psycho-sociales : voir les études de la MSA [↑](#footnote-ref-4)
5. La peur des acteurs du monde rural de « perdre leur paysage », en lien avec la conservation des loups, est décrite ailleurs, notamment en Espagne, en Suède (Petterson et al., 2021 ; von Essen and Allen, 2018). [↑](#footnote-ref-5)